

Économie sociale et solidaire, laboratoire démocratique

Article paru dans la revue Projet, N°389, 2022

Éric Dacheux professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Clermont Auvergne. Co-auteur, avec Daniel Goujon, de *Défaire le capitalisme, refaire la démocratie. Les enjeux du délibéralisme*, Érès, 2020.

Nichées dans les failles du capitalisme, les entreprises de l'économie sociale et solidaire offrent une vision alternative de l'économie. Leur étude permet de conceptualiser un nouveau paradigme démocratique : le délibéralisme.

Le capitalisme a besoin de croître pour survivre. Pourtant, l'idée d'une croissance infinie sur une planète finie est intellectuellement absurde et anthropologiquement suicidaire : détruire notre planète, c'est nous détruire. Il convient donc de changer de logiciel. La préoccupation écolo logique, nouvelle pour les tenants de l'économie libérale, est depuis longtemps celle des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS). S'organisant collectivement, elles mettent en place des réponses concrètes aux impasses du capitalisme, contre la marchandisation de la nature et du vivant. En lieu et place d'un commerce international écologiquement insoutenable, elles construisent des circuits courts producteurs/consommateurs. Ici, ce n'est pas le marché qui fixe le prix par confrontation de l'offre et de la demande en dehors de toute considération écolo gique, mais des consommateurs, qui discutent de la soutenabilité des produits et des prix socialement justes avec les producteurs.

C'est ce qu'illustre parfaitement l'exemple de la coopérative de consommateurs *C'est qui le patron ?!*. Il ressort notamment de cette initiative que le prix n'est pas condamné à être fixé par des mécanismes agrégatifs incontrôlables. Avec *C'est qui le patron ?!*, le prix est le résultat intentionnel de la rencontre entre producteurs et consommateurs via un dispositif participatif qui détermine le lieu de production (local), la qualité du lait (biologique), les conditions de travail (droit aux vacances pour les producteurs) et la forme entrepreneuriale de la production (coopérative). La perspective est celle du développement durable et non des profits à court terme.

Ce souci écologique se double souvent d'une préoccupation sociale. Par exemple, les entreprises d'insertion par l'activité économique cherchent à réduire les inégalités – en favorisant le

retour à l'emploi des exclus – et à s'inscrire dans des projets de développement durable à l'image des ressourceries. Par ailleurs, pour préserver la biodiversité, de nombreuses entreprises d'ESS agissent en milieu rural. Un exemple est donné par l'une des premières « couveuses » agricoles dédiées au bio, qui entend aider des néo-ruraux en recherche d'un projet professionnel porteur de sens à s'installer en tant que maraîchers biologiques. Pour cela, les futurs paysans sont embauchés pendant trois ans par la couveuse sous la forme d'un « contrat d'appui de projet d'entreprise », ce qui leur permet de tester, grandeur nature, leur activité. Créeé en 2009, la structure porteuse de cette couveuse, Champs des possibles, est devenue, en 2016, une Société coopérative d'intérêt collectif (Scic). Son objectif solidaire est très clairement opposé au productivisme dominant : « *Redéployer une agriculture de proximité, paysanne, biologique et en circuits courts, encourageant des dynamiques collectives* ».

Au sein de la coopérative C'est qui le patron ?!, le prix est le résultat intentionnel de la rencontre entre producteurs et consommateurs.

Ces deux exemples en attestent : au sein même de nos sociétés capitalistes, il existe déjà un monde solidaire, écologique et démocratique. Cette existence prouve que « *l'ordre économique est moins le résultat d'une nature des hommes et des choses considérées comme peu modifiables que l'œuvre d'activités et de choix délibérés* » (François Perroux, *La valeur*, 1943). Dès lors, en partant de l'idée que la délibération, entendue comme débat contradictoire sur l'intérêt général, est le mode de régulation privilégié par les entreprises de l'ESS, il est possible, et même souhaitable, de définir une organisation économique fondée sur ce principe. C'est en tout cas ce que nous proposons dans le cadre conceptuel que nous nommons « délibéralisme » et que nous pouvons résumer ainsi : passer de la démocratie libérale à la démocratie participative, passer d'une conception de la science comme vérité absolue sur le monde (le positivisme) à une vision de la science comme méthode rigoureuse de résolution des problèmes que se pose une société donnée (la complexité chère à E. Morin) et enfin, passer de l'économie de marché à l'économie sociale et solidaire. La transition écologique sera solidaire ou ne sera pas.

Repères

Les entreprises de l'ESS

Selon France ESS, Chambre française de l'économie sociale et solidaire, qui fédère les organisations nationales de l'ESS, il existe, en Europe, 2,8 millions de structures se réclamant de l'ESS. Elles emploient 13,6 millions de salariés, réunissant 82 millions de bénévoles et 232 millions de personnes, dans les mutuelles, coopératives et structures similaires. En France, l'ESS représente 164 000 entreprises et 222 000 établissements employeurs, qui emploient, au total, 2,4 millions de salariés, soit 14 % du total des emplois privés salariés en France.